

Les salariés de Ferropem vent debout contre le plan de restructuration

Les salariés de Ferropem ont exprimé leur colère après l'annonce du plan de restructuration de Ferroglabe. Craignant des licenciements, ils ont demandé à la direction de céder l'entreprise à un potentiel acquéreur.

Drapeaux des syndicats trempés de pluie, cercueil symbolisant la mort de l'emploi... C'est un comité d'accueil déterminé qu'ont formé les salariés de Ferropem à Livet-et-Gavet ce vendredi 23 octobre. Des délégations des usines du groupe spécialisé dans la fabrication de silicium ainsi que de nombreux élus étaient là en soutien. Tous attendaient les experts mandatés par la société mère Ferroglabe. En effet, un plan de restructuration a été annoncé début octobre, décision découlant des difficultés financières de Ferroglabe qui évoque la concurrence chinoise et le coût de l'énergie.

Ce plan pèserait plus particulièrement sur cette usine des Clavaux (140 salariés) mais aussi les sites de Château-Feuillet (250 salariés) et Montricher-Albanne (154 salariés) en Savoie, sur les six répartis dans l'Hexagone.

Alors, la colère s'est exprimée au fil des prises de parole dont celle de Walter Wlodarczyk, délégué syndical CGT. « Il n'y a pas de doute sur le potentiel de l'entreprise. Il est dans les mains des hommes et femmes qui l'ont construit depuis des années. Ferroglabe

est dans une situation financière qui ne lui permet plus d'assurer la viabilité des sites. Unaniment, les syndicats CGT, FO, CFE-CGC se mobilisent avec tous les élus pour porter une alternative, crédible et pérenne. »

« Si vous n'êtes plus en capacité de nous assumer, laissez-nous partir »

Mustapha Haddou, secrétaire du comité central d'entreprise, s'adressant aux dirigeants, l'a présentée : « Si vous n'êtes plus en capacité de nous assumer, laissez-nous partir » pour un nouvel acquéreur.

José-Maria Merino, président de Ferropem et DRH du groupe Ferroglabe, a tenté de rassurer : « Nous ne sommes pas ici pour présenter un projet. Rien n'est finalisé. » Francis Rateau, DRH de Ferropem, a enchaîné avec des chiffres : « La réalité, c'est une perte de 40 millions d'euros en 2019, 20 millions d'euros à fin septembre. Des sites ont été arrêtés aux USA, en Espagne... On a mis en place du chômage partiel [hormis aux Clavaux, NDLR] et maintenu 100 % des salaires. On est là pour montrer aux experts tous les atouts. » Mais le message n'a pas reçu d'écho car c'est bien la gestion de Ferroglabe qui est remise en cause. Certes, le prix du silicium varie de façon cyclique « mais auparavant Ferropem faisait des provisions et gérait en bon père de famille, a relevé la députée



Les salariés de Ferropem aux Clavaux, comme deux autres sites du groupe, sont inquiets pour leur emploi. Tous les syndicats, à l'image de Walter Wlodarczyk, délégué CGT, pour faire face. Photos Le DL/E.Z.

Marie-Noëlle Battistel. Là, c'est au coup par coup. Il faut nous apporter des réponses sur vos capacités à sauver cette entreprise importante pour la vallée avec des emplois directs et indirects ». Guillaume Gontard, sénateur, a dénoncé « ce symbole du modèle ultralibéral » alors même que le silicium est un produit d'avenir dans le photovoltaïque et les énergies renouvelables.

Les élus ont ensuite échangé avec la direction pendant plus de deux heures. Selon Gilles Strappazon, maire de Saint-Barthélemy-de-Séchilienne, M. Rateau a affirmé que le groupe n'est pas vendeur mais si des potentiels repreneurs se manifestent, le groupe est ouvert à la discussion.

Estelle ZANARDI



Mme Battistel, députée, M. Gontard, sénateur, et de élus de la vallée de l'Oisans ont affiché leur soutien.

